



Déclaration liminaire de la CGT Educ'Action du Var au CTSD du 15 Mars 2022

Lors du CTSD du 26 Janvier relatif au Dotations des établissements , nous convoquions Tocqueville pour caractériser l'état d'esprit de bon nombre de nos collègues. Aujourd'hui ce serait plutôt Charles Perrault, car, comme ma sœur Anne, nous ne voyons toujours rien venir en provenance du Ministère.

Sur la question sanitaire tout d'abord, si le contexte actuel est certes moins inquiétant sur le front de la pandémie, il reste néanmoins à compenser les conséquences en matière éducative que deux ans de COVID auront pu avoir. En outre il est grand temps de profiter de l'accalmie pour réaliser les investissements indispensables que la CGT réclame depuis 2020 au travers d'un plan d'Urgence pour l'Ecole, qui reste à notre avis plus que jamais d'actualité.

Ensuite, en ce qui concerne les rémunérations , et alors même qu'une inflation forte s'installe durablement dans le paysage économique, le ministre Blanquer reste bien silencieux. Pourtant nous l'avons connu plus loquace , lui qui n'a eu de cesse de vanter les revalorisations salariales engagées pour les personnels depuis le Grenelle. Il va s'en dire que le satisfecit affiché par le ministre n'est pas partagé par les collègues, toutes catégories confondues. Des revalorisations essentiellement sous forme indemnitaire et largement insuffisantes ne peuvent pas compenser la perte de pouvoir d'achat engendré par des années de gel du point d'indice. Avec un décrochage par rapport au SMIC pour les catégories A et B, une paupérisation pour les catégories C et une précarisation toujours accrue pour les non-titulaires, le compte n'y est pas.

C'est pourquoi la CGT Educ'Action appelle les personnels à se mobiliser massivement le 17 mars, journée de grève et de manifestations interprofessionnelle pour les salaires et l'emploi.

Concernant, à présent, la question des moyens humains et des postes pour la rentrée prochaine, objet de ce CTSD, la CGT continue de dénoncer la politique de réduction des dotations horaires des établissements du second degré qui va aboutir au plan national à supprimer 440 postes.

Dans notre département, comme nous le pressentions lors du CTSD de Janvier, les baisses de DGH très importantes dans les lycées conduisent de fait à 22 suppressions de postes . Et même si dans certains lycées les conséquences en terme de postes sont plus limitées, les collègues dénoncent la réduction notable des moyens pour la rentrée prochaine. Ainsi par exemple le lycée Bonaparte à Toulon, qui détient pourtant l'indice IPS le plus faible des lycées du département, enregistre pourtant une perte de 32,5 heures de dotation pour seulement 10 élèves de moins. D'ailleurs M. le DASEN les enseignants de cet établissement, vous ont écrit récemment, pour demander le rétablissement de ces moyens.

Plus généralement, L'impact négatif de la réforme du lycée continue de se faire ressentir dans certaines disciplines comme en Mathématiques et en Sciences Physiques qui perdent respectivement 7 et 5 postes . En trois ans, rien que pour les Mathématiques, c'est plus de 30 postes qui auront été supprimés dans le var ...

En ce qui concerne les collèges du Var , après les suppressions massives de postes en 2020 et surtout en 2021 suite à la refonte des catégories, on retrouve cette année un solde positif de création de postes. Néanmoins les conditions de travail et d'apprentissage continuent de se détériorer en collège et plusieurs établissements se sont d'ailleurs déjà mobilisés par des grèves locales comme les collèges Django Reinhardt à Toulon, et Henri Wallon à La Seyne sur Mer.

Ainsi tout à l'heure avec le soutien des organisations syndicales FO – CGT – FSU et SUD ainsi que la FCPE du Var, Les personnels seront encore nombreux à se mobiliser lors du rassemblement organisés ici même , dans le cadre du mouvement des établissements varois , en lutte sur la question des DGH .

Enfin bien que moins impactés en terme de suppressions de postes les LP du département subissent également les effets de la réforme de la voie professionnelle. Ainsi pour ne prendre qu'un seul ,exemple au LP Cisson, la suppression du poste de maintenance électrique est la conséquence directe de la réforme du bac pro (famille des métiers) qui par répartition des élèves en 3 spécialités sur les 11h d'enseignement professionnel a contribué à faire diminuer le nombre d'heures en Système Numérique , sans diminution du nombre d'élèves bien évidemment... La CGT Educ'Action a d'ailleurs voté contre la suppression de ce poste lors du Conseil d'administration de l'établissement, ce que n'ont pas pu faire malheureusement les collègues de plusieurs établissements du département soit par ce que , comme nous le signalons régulièrement dans cette instance, leur chef d'établissement a refusé de mettre au vote le TRMD et les mesures sur les postes, soit car le Conseil d'Administration n'a tout simplement pas encore eu lieu à ce jour. Ainsi au collège de Barjols le conseil d'administration concernant la DGH est prévu pour le 22 Mars....

Pour terminer nous constatons que les compléments de service continuent de croître dans le département avec 268 compléments de service prévus pour la rentrée prochaine, soit une augmentation de 13 % en deux ans. Il s'agit là encore d'une évolution qui impacte notablement les conditions de vie et de travail de nombreux collègues.